

Marché public n°2024-053

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Stockage, montage, démontage, aménagement et mise en place de supports de communication pour les salons et expositions en France et dans les pays limitrophes avec un stand existant propriété de CentraleSupélec

Marché public de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS)

SOMMAIRE

I. Dispositions générales.....	3
1. Objet du marché.....	3
2. Forme de l'accord-cadre.....	3
3. Décomposition de l'accord-cadre.....	3
4. Pièces constitutives du marché public.....	3
5. Sous-traitance	4
II. Modalités d'exécution des prestations.....	4
6. Conditions d'utilisation de stands, mobiliers existants.....	4
7. Durée de l'accord-cadre	6
8. Obligations des parties.....	6
9. Responsabilité du titulaire- et du chef d'équipe.....	7
10. Mise en régie.....	7
11. Développement durable.....	8
12. Lieux et Délais	8
13. Assurance	9
III. Dispositions financières de l'accord-cadre.....	9
14. Forme des prix.....	9
15. Modalités de paiement	11
16. Avance.....	13
17. Garantie	13
18. Réalisation de prestations similaires	13
19. Opérations de vérification - Réception	13
20. Pénalités.....	14
21. Résiliation du marché public	15
22. Différents et litiges	15
23. Dérogations au CCAG applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services	15

I. Dispositions générales

1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet le stockage, montage, démontage, aménagement et mise en place de supports de communication pour les salons et expositions en France et dans les pays limitrophes avec un stand existant propriété de CentraleSupélec. La prestation comprend :

D'une part, une partie à bons de commande incluant :

- Le stockage et la maintenance d'un stand dont CentraleSupélec est actuellement propriétaire.
- Le montage et démontage du stand comprenant son aménagement et la mise en place des supports de communication pour les différents salons/événements auxquels CentraleSupélec participe y compris le transport aller/retour

Cet aménagement aura lieu avec un stand existant dont CentraleSupélec est déjà propriétaire et dont les caractéristiques techniques sont décrites à l'article 3.1 au CCTP du marché.

D'autre part, une partie à marché subséquent en cas de demande de conception d'un nouveau module de stand.

2. Forme de l'accord-cadre

Le marché public de fourniture et service est passé selon une procédure formalisée en application des articles L2124-2 du code de la commande publique.

Il s'agit d'un accord-cadre composite mono attributaire conclu à bons de commande et à marché subséquent en application de l'article R.2162-9 du CCP, sans montant minimum et avec montant maximum de 500 000 euros HT pour toute la durée du marché.

3. Décomposition de l'accord-cadre

Le présent marché ne donne pas lieu à l'allotissement, en effet, les prestations objet du marché ne permettent pas l'identification de prestations distinctes, celles-ci répondant à des besoins non dissociables.

Les prescriptions techniques contenues dans le CCTP constituent un tout homogène.

4. Pièces constitutives du marché public

Le marché public est constitué des documents contractuels énumérés ci-après par ordre de priorité décroissante. En cas de contradiction entre des pièces constitutives, l'ordre ci-dessous permet de déterminer la stipulation applicable.

- L'acte d'engagement du marché public et ses éventuelles annexes ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- La cadre de mémoire technique du titulaire en réponse aux prescriptions du CCTP ;

- L'offre financière du titulaire à compléter ;
- La charte de politique de Responsabilité Sociale et Environnementale (RSE) applicable à ce marché;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 ;

L'original du marché public, conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur, fait seule foi.
Toute clause, portée dans toute documentation propre au titulaire et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives, est réputée non écrite.

Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

5. Sous-traitance

Conformément aux articles L2193-1 à L2193-3 du CCP, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le pouvoir adjudicateur et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.
Néanmoins, il est rappelé que la sous-traitance totale est interdite.

La demande de sous-traitance doit être en conforme avec les dispositions de l'article R2193-1 du CCP.

Le titulaire remet au pouvoir adjudicateur contre récépissé, ou lui adresse par lettre recommandée avec accusé réception, un acte spécial de sous-traitance contenant les renseignements mentionnés ci-dessus, conformément aux dispositions des articles R2193-3 et R2193-4 du CCP.

Le titulaire fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance et autres documents administratifs nécessaires, de ses sous-traitants désignés en cours de marché, afin de les produire avant commencement des prestations correspondantes.

II. Modalités d'exécution des prestations

6. Conditions d'utilisation de stands, mobiliers existants

6.1 Prestations sur bon de commandes (article 3.1 du CCTP)

Les prestations et leurs modalités d'exécutions sont définies au CCTP.

En vue de l'exécution du contrat, le stand et autres matériels, objets et approvisionnements sont remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire sans transfert de propriété à son profit. Les conditions de remise puis de restitution sont prévues à l'article 18 du CCAG-FCS et feront l'objet d'un constat d'état.

Le titulaire devra :

- Assurer durant la période de livraison, de montage/démontage du stand l'interface avec les services techniques du salon, y compris l'organisation de la livraison notamment l'accès à la zone de livraison, y compris si besoin demande d'augmentation de puissance électrique
- Fournir l'ensemble des prestations logistiques et de manutention du projet

- Livrer l'ensemble des éléments constituant le stand au salon et en assurer la reprise
- Monter et démonter le stand
- Mettre en place sur le stand de l'ensemble du mobilier
- Nettoyer le stand à l'issue du montage avant ouverture au public du salon
- Être en mesure de couvrir au minimum, le remplacement et le remontage des parties du stand et des équipements qui seraient à l'usage reconnues défectueuses.

6.2 Prestation à marchés subséquents (article 3.2 du CCTP)

A) Généralités

Les prestations décrites à l'article 3.2 du CCTP feront l'objet d'un marché subséquent selon les modalités décrites ci-dessous.

CentraleSupélec peut être amené à demander la conception d'un nouveau module de stand. Afin de garantir que les nouveaux modules de stands de CentraleSupélec sont de haute qualité, innovants, parfaitement adaptés à l'existant, et conformes aux exigences de chaque événement, cette prestation nécessite plusieurs étapes en fonction du module à concevoir :

- analyse du besoin
- étude de faisabilité
- conception initiale et prototypage
- développement de plans détaillés
- sélection des matériaux
- validation des ajustements

B) Modalités d'exécution

Lors de la survenance d'un besoin, CentraleSupélec sollicitera le prestataire en lui transmettant un descriptif de son besoin par mail.

Le titulaire disposera d'un délai maximum de 10 jours calendaires à compter de la réception de la demande pour transmettre sa proposition technique et financière.

La proposition financière ne devra pas dépasser les prix unitaires plafonds et maximum du bordereau des prix de l'accord-cadre.

En cas d'acceptation du devis du titulaire, CentraleSupélec transmettra le bon de commande correspondant au titulaire. Cette transmission du bon de commande vaut notification du marché subséquent et démarrage de la prestation. La durée de la prestation sera précisée dans le devis du titulaire.

C) Clauses contractuelles générales applicables à tous les marchés subséquents

Chaque marché subséquent est conclu uniquement pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

Le marché subséquent conclu pendant la période de validité de l'accord-cadre peut, le cas échéant, être exécutés après expiration de la durée de l'accord-cadre dans un délai de 3 mois maximum.

7. Durée de l'accord-cadre

Le marché prend effet à compter de sa date de notification. Il est conclu pour une période initiale de 12 mois renouvelable trois fois par tacite reconduction, sans pouvoir dépasser 48 mois.

CentraleSupélec pourra mettre fin au marché à l'expiration de la première année d'exécution, ainsi qu'à la fin de chaque année suivante sans droit à indemnité au profit du titulaire. La décision expresse de non-reconduction sera notifiée au titulaire au plus tard 2 mois avant l'échéance annuelle du marché (date anniversaire).

En cas de reconduction, le titulaire doit exécuter le marché au titre de la nouvelle période dans les mêmes conditions. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

8. Obligations des parties

8.1 Information et moyens d'exécution

CentraleSupélec s'engage à fournir au titulaire toutes les informations qu'il lui sera possible de rassembler et qui sont de nature à assurer la réalisation dans les meilleures conditions des prestations qui lui sont confiées dans le cadre du présent marché.

Le titulaire désigne une personne unique dans sa proposition technique du titulaire, qui se chargera du règlement de tous les problèmes qui pourraient survenir pendant l'exécution du marché et participera à toutes les réunions de suivi et de pilotage. Le titulaire soumet à l'accord de CentraleSupélec, la composition de l'équipe technique (chef de projet et son équipe), sachant qu'ils doivent impérativement respecter les profils, les expériences et les compétences mentionnées dans sa proposition technique en indiquant le détail de leurs attributions, leur niveau et leurs rôles respectifs, en distinguant particulièrement le chef de projet.

Le titulaire est également tenu de communiquer immédiatement toute modification survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapporte aux collaborateurs chargés de l'exécution du marché.

8.2 Obligation de confidentialité et de protection des données

Le Titulaire est tenu à une obligation de confidentialité et de protection des données. Cette obligation est de résultat. Elle intègre les éléments indiqués dans le CCTP ainsi que les éléments ci-après.

Les données intégrées ou générées dans le cadre du présent marché sont confidentielles et appartiennent exclusivement à l'Acheteur.

Au terme de l'exécution du marché ou en cas de résiliation, le Titulaire restitue sans délai à l'Acheteur une copie de l'intégralité des données confiées par lui dans le cadre de la prestation.

Une fois la restitution effectuée, le Titulaire détruit, dans un délai d'un (1) mois, les éventuelles copies de données détenues dans son système d'information, y compris les données ayant fait l'objet de sauvegardes ou d'un archivage. La restitution et la destruction des données sont constatées par un

procès-verbal daté et signé par le Titulaire. Les procédés de destruction sont conformes aux réglementations en vigueur.

9. Responsabilité du titulaire- et du chef d'équipe

Le titulaire assure la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. Il est donc seul responsable des dommages qui de ce fait pourraient être causés à son personnel, à des tiers ou aux biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers lors de l'exécution des prestations.

En cas de détérioration de biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'exécuter par ses soins, au compte du titulaire, la réparation des dégâts commis. Le titulaire devra être en règle avec la législation sociale actuelle et se conformer à tous les décrets et lois en vigueur.

Le chef de projet désigné dans la proposition technique du titulaire est chargé du règlement de tous les problèmes qui pourraient survenir pendant l'exécution du marché et participera à toutes les réunions de suivi et de pilotage. Le titulaire veillera à assurer la stabilité de l'équipe présentée à CentraleSupélec dans les conditions définies ci-après. Au cas où le remplacement du chef de projet ou d'un membre de l'équipe s'avère néanmoins nécessaire, le titulaire veillera à le remplacer dans les conditions visées ci-après. Le titulaire s'engage à mettre en place pendant toute la durée du marché, une équipe technique dont la composition doit impérativement respecter les profils mentionnés dans sa proposition technique. Après notification du présent marché, le titulaire soumet à l'accord de CentraleSupélec, la composition de l'équipe technique (chef de projet et son équipe) – sachant qu'ils doivent impérativement respecter les profils, les expériences et les compétences mentionnées dans sa proposition technique - en indiquant le détail de leurs attributions, leur niveau et leurs rôles respectifs, en distinguant particulièrement le chef de projet.

Modifications de l'équipe technique / par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG FCS :

L'équipe technique établie dans les conditions définies ci-dessus peut évoluer :

- À la demande expresse de CentraleSupélec en cas de non-respect des obligations définies au marché ou en cas d'incapacité d'un intervenant
- À la demande du titulaire après accord de CentraleSupélec
- Dans le cas où l'équipe technique évolue, le titulaire soumet à l'accord de CentraleSupélec, par courriel, quinze (15) jours minimums avant le départ effectif de chaque intervenant remplace, la nouvelle composition de l'équipe en :
 - Précisant le détail des attributions et rôles respectifs de chaque intervenant remplacé, la nouvelle composition de l'équipe technique et, le cas échéant, les conséquences sur l'organisation de l'équipe
 - Joignant les curriculums vitae de chacun des intervenants concernés

CentraleSupélec peut refuser ou accepter la nouvelle composition de l'équipe

10. Mise en régie

En cas de carence du titulaire à respecter les prescriptions et clauses du marché et notamment les délais, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de faire intervenir aux frais et risques du titulaire,

et après mise en demeure restée sans effet après 15 jours, un autre prestataire sans que le titulaire puisse s'y opposer ou prétendre à ce titre à une indemnité quelconque.

11. Développement durable

CentraleSupélec est attentif au développement durable. À ce titre, il porte une attention particulière à différents éléments comme les matériaux utilisés, le recyclage des éléments, le bilan carbone des déplacements, etc.

Le candidat présentera les certifications et/ou labels qu'il a pu obtenir dans le cadre de démarches RSE et développements durables, indiqués au CCTP. Le candidat pourra également exposer dans son offre s'il intègre ces aspects dans la conception de module complémentaire du stand existant ainsi que la gestion du matériel et structure du stand en fin de vie notamment si un circuit de retraitement des matériaux / recyclage existe.

Le Titulaire est invité tout au long du marché à être force de proposition pour réduire les impacts négatifs en matière environnementale, sociale et sociétale des actions mises en œuvre dans le cadre de l'exécution des prestations du présent marché.

Gestion des déchets :

Le titulaire s'engage à respecter le code de l'environnement notamment les dispositions concernant les déchets. L'attention du titulaire est attirée sur le fait qu'il est propriétaire des déchets qu'il produit, quels qu'en soit la nature, inerte, industriel banal, industriel spécial ou emballage jusqu'à leurs éliminations.

Le titulaire devra prendre en compte les différentes prescriptions de la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux modifiée par la loi n° 92-646 du 13 juillet 1992 relative à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Le nettoyage des parties dédiées à CentraleSupélec pendant chaque événement, sera assuré par le titulaire au cours du montage et du démontage du stand.

12. Lieux et Délais

12.1 lieu d'exécution des prestations

Les lieux d'exécution des missions ne sont pas encore connus à ce jour. CentraleSupélec communiquera les adresses d'exécution des prestations et de livraison des fournitures dès réservation du lieu de l'événement, entre un mois et demi à deux mois avant l'événement.

12.2 Délais d'exécutions

Pour les prestations à bons de commande :

Les délais d'établissement des devis en fonction des prestations et prix du BPU sont fixés à 15 jours maximum, par défaut (demande classique), à compter de la date de réception de la demande (par téléphone ou courriel).

- Néanmoins, pour toute demande urgente, l'établissement du devis devra se faire dans les meilleurs délais à compter de la date de réception de la demande (par téléphone ou courriel), afin de respecter la date limite imposée par CentraleSupélec ou l'organisateur du salon.

Pour les prestations à marchés subséquent :

Dès réception par le titulaire de la demande de devis, une réponse devra être apportée au plus tard sous 10 jours calendaires. Le devis devra intégrer le délai de réalisation de la prestation.

En cas de non remise du devis ou de retard, des pénalités seront appliquées.

Des pénalités seront également appliquées en cas de retard de réalisation de la prestation.

Passé ces délais, des pénalités pourront être appliquées, conformément aux dispositions prévues au présent document. Le titulaire est tenu de signaler immédiatement à CentraleSupélec, toute circonstance susceptible de retarder cette exécution et de motiver l'allocation d'un délai supplémentaire. Ce délai supplémentaire ne saurait sous aucun prétexte être la cause d'une augmentation de la dépense et le marché sera réglé selon les conditions fixées dans l'acte d'engagement et son annexe financière.

13. Assurance

Avant tout commencement d'exécution, le prestataire justifie qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités qu'il est susceptible d'encourir du fait de l'accomplissement de ses prestations. La non-production des attestations d'assurance est un obstacle à la conclusion du marché.

Le titulaire du marché devra souscrire et maintenir en vigueur, pendant toute la durée du marché, une assurance de responsabilité civile professionnelle couvrant les dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non consécutifs, causés à des tiers, y compris à l'École CentraleSupélec, du fait de l'exécution des prestations objet du présent marché.

Le titulaire devra également souscrire une assurance "Tous Risques Chantier" couvrant les dommages pouvant affecter les éléments de stands durant les phases de montage, démontage, transport et stockage. Cette assurance devra garantir la réparation des dommages matériels causés aux biens confiés, y compris les éléments de stands appartenant à CentraleSupélec.

III. Dispositions financières de l'accord-cadre

14. Forme des prix

Les prix sont exprimés hors taxes. Le montant des taxes et le montant T.T.C. seront indiqués également. Les prix couvrent l'ensemble des coûts liés à la bonne exécution des prestations objet de l'accord-cadre. Ils sont réputés comprendre l'ensemble des frais et charges fiscales, parafiscales et autres taxes frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents à l'assurance professionnelle d'une telle prestation, les études proprement dites, les frais de secrétariat, les frais de déplacements, les frais postaux, la présence du titulaire aux réunions organisées par CentraleSupélec, etc.

A) Le stockage

Le stockage du stand pour une durée d'un an sera facturé trimestriellement.

Les prestations listées au BPU seront exécutées par l'émission d'un bon de commande au fur et à mesure des besoins.

Pour chaque bon de commande et chaque marché subséquent, le paiement sera payé à la réception et validation de la prestation par CentraleSupélec.

➤ Variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont fermes la 1^{ère} année d'exécution puis révisables l'année suivante dans les conditions définies ci-dessous.

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres fixée au règlement de la consultation. Ce mois est appelé « mois zéro », mois d'établissement du prix initial.

L'indice de référence choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations faisant l'objet du marché est l'indice INSEE Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – Total HS – Ensemble des services <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010546089>.

➤ Modalités de révision des prix

Par dérogation à l'article 10.1.1 du CCAG-FCS, les prix seront révisés et applicables annuellement à compter de la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre (ou la date de reconduction).

La révision est déterminée par l'application de la formule de révision suivante :

$$P = Po (0.15 + 0.85 (In/Io))$$

P est le prix révisé H.T.

Po est le prix initial H.T.

In est la dernière valeur connue de l'indice cité ci-dessus au mois de révision (celui-ci étant le mois du 1er jour de la période reconduite),

Io est la valeur de ce même indice au « mois zéro ».

Les nouveaux tarifs révisés à la hausse comme à la baisse devront être communiqués au service achats et marchés (achatsmarches@centralesupelec.fr) 15 jours avant la date de révision effective des tarifs du marché.

La seule transmission des prix révisés au pouvoir adjudicateur n'équivaut toutefois pas à leur acceptation. En effet, les nouveaux prix du marché ne pourront entrer en vigueur qu'à la condition qu'ils aient été validés préalablement et de manière expresse par CentraleSupélec.

A défaut de communication des nouveaux tarifs révisés par le titulaire dans ces délais, les tarifs en cours seront maintenus. Les tarifs révisés seront validés par un écrit de CentraleSupélec (courrier ou mail).

En cas de cessation de publication ou de disparition de l'indice de référence, les parties conviennent :

- D'adopter l'indice de remplacement publié ;
- Si aucun indice de remplacement n'est publié, de choisir un indice similaire.

Clause butoir : Il est entendu que les prix pratiqués pour la prestation sont susceptibles de variations à la date anniversaire du marché. L'augmentation qui résulte de la révision des prix sera obligatoirement limitée par rapport aux derniers prix en vigueur à 3%.

Si la variation annuelle excède le taux susvisé, alors celle-ci sera automatiquement limitée à ce taux sauf dispositions législatives ou réglementaires ou circonstances exceptionnelles dûment justifiées à apprécier par le pouvoir adjudicateur, à la demande du titulaire.

Clause de sauvegarde : Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité le marché lorsque l'augmentation des prix est supérieure à 3% par rapport aux prix de la période d'exécution précédente.

Il informe le titulaire de son intention de procéder à la résiliation en respectant un préavis de deux (2) mois à compter de la notification de sa décision. Dans cette hypothèse, ce sont les prix validés antérieurement qui resteront applicables jusqu'à la date d'effet de la résiliation.

➤ Prix unitaires du BPU

Le nombre de postes contenus dans les BPU n'est pas limitatif. CentraleSupélec se réserve le droit d'en inclure de nouveaux. De même, le titulaire peut proposer d'intégrer au BPU des postes qui lui sont fréquemment commandés. Ces postes et leurs prix unitaires seront établis d'un commun accord entre le titulaire et CentraleSupélec et intégrés par voie d'avenant au marché, dans le cadre de la clause de réexamen.

Cette pratique ne doit toutefois pas conduire à des modifications fondamentales du BPU, il s'agit simplement de compléter ou détailler certains prix unitaires ou de créer des articles pour une prestation particulière.

Quoiqu'il en soit, les postes et prix nouveaux seront codés dans le BPU à la suite de l'existant, dans un paragraphe « prestations spéciales » et intégrés par voie d'avenant.

15. Modalités de paiement

➤ Transmission des demandes de paiement

Les demandes de paiement sont communiquées par voie dématérialisée, via CHORUS PRO. Lorsqu'une facture sera transmise en dehors de ce portail, le pouvoir adjudicateur peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise via le portail CHORUS PRO correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur ce portail.

Les informations nécessaires au dépôt des factures sur le portail CHORUS PRO sont les suivantes :

- N° d'engagement juridique : numéro de bon de commande
- SIRET : 130 020 761 00016

➤ **Répartition des paiements**

L'acte d'engagement ou un document annexe indiquera ce qui doit être réglé respectivement :

- Au titulaire et à ses sous-traitants
- au titulaire mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants

En cas de groupement d'entreprises et/ou de sous-traitance déclarée, pour paiement de toute facture ou demande de versement d'avance, une répartition financière détaillée devra être fournie.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement conjoint perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

Le mandataire est seul habilité à présenter au pouvoir adjudicateur la demande de paiement, qui est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres de groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement du cotraitant concerné.

La rémunération du mandataire du groupement pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses prestations. Elle lui sera versée au fur et à mesure du versement de ses règlements.

➤ **Modalités de règlement des comptes**

Les factures sont établies portant, outre les mentions légales, les indications ci-après :

- Le numéro de l'accord-cadre
- Le numéro du ou des bons de commandes
- Le numéro de compte bancaire tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement

1) *Factures erronées*

Toute facture à modifier après vérification par CentraleSupélec sera retournée à son titulaire. Le règlement sera subordonné à la présentation d'une nouvelle facture.

Le délai de paiement sera systématiquement suspendu en cas d'erreur dans la facturation.

2) *Modalités générales de paiement*

Le mode de paiement est le virement par mandat administratif pour une durée conforme aux dispositions de l'article R. 2192-10 et 11 du Code de la commande publique.

Dans l'hypothèse où ce délai serait dépassé, le titulaire pourra faire appel aux dispositions du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le délai de paiement de la commande publique est de 30 jours à compter de la réception de la facture à condition que le service fait soit certifié. La monnaie de règlement est l'EURO.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans droits d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscale.

La taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A) est celle en vigueur au jour de facturation conformément à la législation française.

3) Intérêts moratoires

En cas de défaut ou retard de paiement, le Titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, tels que prévus selon les dispositions des articles R. 2192-10 et 12 du Code de la commande publique et du décret n°2013-269 du 29 mars 2013 modifié, qui font courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément à l'article R.2192-31 du Code de la commande publique relatif aux retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principale la plus récente effectuée avant le premier jour calendaire du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

16. Avance

Une avance pourra être accordée au titulaire du marché dans les conditions prévues aux articles R2191-3 et suivants du CCP et pour tout bon de commande supérieur à 50 000 euros HT et dont la durée d'exécution est supérieure à 3 mois.

L'option retenue est l'option A du CCAG-FCS.

17. Garantie

La garantie prend effet à la notification de l'admission sans réserve des prestations.

Les dispositions de l'article 33 du CCAG-FCS sont applicables.

18. Réalisation de prestations similaires

CentraleSupélec se réserve la possibilité de confier au Titulaire de ce marché en application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestation similaires à celles qui lui seront confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité, ni mise en concurrence.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du marché.

19. Opérations de vérification - Réception

Les opérations de vérification et de constatation de l'exécution des prestations seront réalisées conformément au chapitre 5 du CCAG FCS (articles 27 et suivants).

A noter : par adjonction ou audit CCAG, les opérations de vérification sont en outre, effectuées selon les usages de la profession

20. Pénalités

Les pénalités sont applicables sans mise en demeure préalable. Leur application et leur répartition sont établies par CentraleSupélec et notifiées au titulaire. Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 aucun plafond de pénalités n'est fixée ; par ailleurs, aucune exonération n'est prévue.

20.1 Pénalités de retard de transport, montage/démontage du stand sur les salons

Le titulaire doit respecter les contraintes des différents organisateurs/lieux d'événements et livrer le stand monté et opérationnel avant le début des salons. Ces contraintes et horaires sont spécifiques pour chaque lieu/salon. Ils seront spécifiés à l'avance et transmis au Titulaire, pour chaque salon.

Dans le cas de figure où le retard et/ou la qualité de la prestation du fait du titulaire perturbe la participation à un salon, il sera appliqué une pénalité forfaitaire de 10% du montant en euros HT du bon de commande par salon/événement.

20.2 Pénalités pour travail dissimulé.

Le titulaire s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG FCS.

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

20.3 Pénalités relatives au suivi du projet par le titulaire

En cas d'absence ou de retard supérieur à 30 minutes aux réunions de pilotage et de suivi du chef de projet du titulaire, organisé par CentraleSupélec, une pénalité forfaitaire de 100 euros HT par absence sera appliquée sans mise en demeure préalable.

20.4 Pénalités pour retard ou non-réponse à une demande de commande

En cas de non-réponse à une commande ou à un marché subséquent dans les délais prévus au présent document, le Titulaire doit motiver de manière circonstanciée son absence de réponse, justifications formelles à l'appui.

Le seul motif recevable est que l'attributaire soit déjà titulaire de plusieurs marchés subséquents et n'est plus en mesure d'assurer une mission supplémentaire.

En dehors du cas susmentionné, il appartient au titulaire de prendre toutes les mesures pour faire face à ses engagements.

Dès la deuxième non-réponse du titulaire à une commande ou à un marché subséquent, ce dernier encourt, sans mise en demeure préalable une pénalité forfaitaire de 500€ par non-réponse.

De plus, CentraleSupélec se réserve la possibilité de mettre fin à l'accord-cadre pour faute sans indemnités en cas d'absence de réponse répétée ou persistante, ou en cas de répétition dans la remise des réponses inappropriées, irrégulières et/ou inacceptables.

20.5 Autre pénalité

Pénalités pour mauvaise exécution : 200 euros par manquement constaté.

21. Résiliation du marché public

Les dispositions des articles 38 à 45 du Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) Fournitures Courantes et Services (FCS) sont applicables au présent marché auxquelles s'ajoute la disposition suivante.

Résiliation aux torts du titulaire

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 41 du CCAG FCS avec les précisions suivantes :

- Le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 36 du CCAG FCS. La décision de résiliation le mentionnera expressément. Dans ce cas, et par dérogation à l'article 43.5 du CCAG FCS, la notification du décompte de résiliation par le pouvoir adjudicateur au titulaire doit être faite au plus tard deux mois après le règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des prestations.
- Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.
- Par dérogation et en complément des articles 32 et 34.3 du CCAG FCS, la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire est rémunérée avec un abattement de 20 %.
- En complément à l'article 32 du CCAG FCS, en cas de non production dans les 8 jours de l'acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus, et après mise en demeure du sous-traitant de rang 1 et plus et du titulaire du marché, restée sans effet dans un délai fixé à 8 jours, le marché sera résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

22. Différends et litiges

La loi française est seule applicable au présent marché.

En cas de litige, le tribunal compétent est :

Tribunal administratif de Versailles

56 avenue de Saint-Cloud

78000 VERSAILLES

23. Dérogations au CCAG applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services

Articles du CCAG – FCS auxquels il est dérogé	Articles du CCAP introduisant ces dérogations
10	14
14	20
32 et 34	21